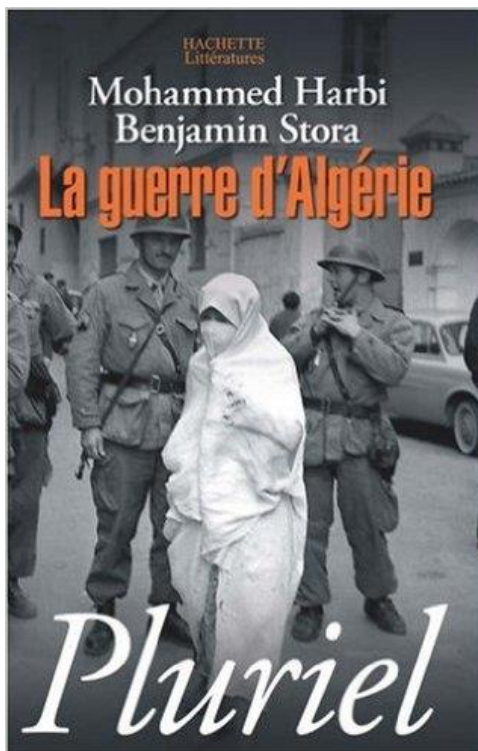


La guerre d'Algérie

Mohamed Harbi et Benjamin Stora



Véritable somme consacrée à la guerre d'Algérie, ce livre rassemble les travaux de plus de vingt historiens. Pour la première fois contribuent ainsi côte à côte des historiens français et algériens, qui reviennent sur les principaux acteurs du conflit, sans laisser dans l'ombre les sujets de controverses -conflit entre le FLN et messalistes du MTLD, massacres de harkis. Cet ouvrage éclaire aussi des points moins connus de l'histoire de la guerre d'Algérie, comme le rôle des femmes ou encore les luttes d'influence à l'intérieur de l'armée française. Enfin, il accorde une place substantielle à l'étude des expressions culturelles suscitées par la guerre, à l'institution des mémoires, au chantier des archives.

Biographie des auteurs

Ancien membre du FLN, Mohammed Harbi est historien et a été professeur à l'université Paris VIII. Il a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire du FLN. Benjamin Stora est spécialiste de l'histoire de la guerre d'Algérie et de sa mémoire. Il est professeur à l'Inalco.

- **Editeur** : Hachette (Pluriel)
- **Parution** : 24 août 2005
- **ISBN-10**: 2012792790
- **ISBN-13**: 978-2012792791

Regards croisés sur une mémoire commune

Dans un article du journal Liberté, quotidien d'Algérie, Amina Hadjiat, rend compte des conférences que Benjamin Stora et Mohammed Harbi ont consacré, mercredi 29 avril 2009, à Alger, à l'Histoire de la guerre de libération.

Original sur : <https://blogs.mediapart.fr/benjamin-stora/blog/020509/benjamin-stora-et-mohammed-harbi-conferences-alger>

Les interventions des deux historiens ont permis de restituer les enjeux qui entourent l'écriture de l'histoire commune entre la France et l'Algérie. Quel est le regard des milieux culturels et politiques français sur leur passé colonial ? Quels sont les facteurs qui retardent un regard serein sur l'histoire ? Comment l'histoire ou la mémoire a été transmise jusque-là par ceux qui l'ont vécue ? Ce sont là quelques questions auxquelles ont tenté de répondre, mardi soir, au Centre culturel français deux éminents historiens, en l'occurrence Mohammed Harbi et Benjamin Stora.

Modérées par Ouanassa Siari Tengour et Abdelmadjid Merdaci de l'université Mentouri de Constantine, les interventions des deux historiens ont permis de restituer les enjeux qui entourent l'écriture de l'histoire commune entre la France et l'Algérie. Benjamin Stora, venu parler de la perception française de ce qu'il appelle "la séquence guerre" a cité, pour la circonstance, l'un de ses ouvrages non publié en Algérie. Il s'agit de La gangrène et l'oubli dans lequel il pose la question du rapport entre mémoire et histoire et de la confusion qui peut exister entre les deux. Il explique d'abord que "l'Algérie était considérée comme le centre de l'empire colonial français. Cette guerre a signifié un bouleversement considérable, une sorte de rupture stratégique dans l'histoire du nationalisme politique français car c'est pendant cette guerre qu'est née la Ve République, c'est dire à quel point cette séquence marque profondément la vie politique et constitutionnelle française". D'autre part, il met en évidence les facteurs qui empêchent la société française d'avoir un regard serein sur son passé colonial. "Plus d'un million et demi de soldats français sont partis en Algérie, ces hommes, aujourd'hui pour la plupart à la retraite, ont connu l'Algérie et ont été pris dans l'engrenage de cette guerre cruelle. Il ne faut pas oublier ceux qu'on appelle les pieds-noirs qui ont construit et emporté cette mémoire avec eux, ni les immigrés algériens dont le nombre a été multiplié par deux entre 1945 et 1962 : c'est un paradoxe étrange de cette histoire mais c'est un épisode qui marque profondément l'enracinement de l'immigration algérienne en France. Cette séquence d'histoire concerne, en France, des groupes de personnes

considérables et ne peut être comparée à d'autres colonies telles que le Maroc ou le Gabon (...) Au bas mot, on peut estimer que quatre à cinq millions de gens vivant dans la société française d'aujourd'hui sont concernés par l'histoire de la guerre d'Algérie. Le problème de la mémoire de la guerre est quasi physique", explique-t-il. Citant l'historien français Raoul Girardet, M. Stora indique que "la fin de cette guerre pour la France représente une sorte de blessure narcissique du nationalisme politique français". Selon lui, "le traumatisme de cette défaite a entraîné une stratégie d'oubli volontaire et pervers, construit par l'État autour des lois d'amnistie qui permettaient de ne pas punir les crimes de guerre, et ce, jusqu'aux années 90, marquées par l'éclatement du discours". En effet, Benjamin Stora estime que le changement du discours algérien ne sera pas sans conséquence sur l'écriture de l'histoire en France. Pour lui, deux témoignages vont remettre en question l'histoire, à savoir celui du général Paul Aussares et celui de Louissette Ighil Ahriz qui évoquaient la torture.

Cependant, aux yeux de Stora, cela reste insuffisant si les politiques ne s'impliquent pas. "La question des excuses et de la reconnaissance reste posée par de nombreux historiens français mais il s'agit là d'une question éminemment politique", conclut-il. De son côté, Mohammed Harbi, qui s'est penché sur la problématique de l'historiographie (histoire de l'histoire), considère qu'il y a dans toute société à forte stratification un contrôle et une censure de l'histoire. "Les libérateurs de l'Algérie n'ont pas échappé à cette perspective", dit-il. M. Harbi soutient qu'après une relation coloniale prolongée, "le jeune État a mis l'histoire au service de sa légitimité en lui assignant la tâche de consolider une identité nationale diversement vécue. C'est au nom de cette cause considérée comme prioritaire que voient alors le jour tant les récits historiques de la guerre de libération que les institutions rectrices de la mémoire, que l'émergence d'historiens immergés dans le discours idéologique". Pour l'éminent historien, "lorsqu'on parle d'histoire, il faut savoir où est-ce qu'on en fait l'apprentissage et sur quelle base on forme les professeurs, pour comprendre un peu cette pauvreté qui est celle des départements d'histoire en Algérie". Il explique également que "les gouvernements qui émanèrent de cette lutte armée furent le moteur de cette politique de légitimation et l'historiographie fut totalement absorbée par le pouvoir". Un pouvoir qui, selon lui, puise ses principales armes dans l'éducation et le monopole des médias. M. Harbi se pose alors la question de savoir quoi faire du passé colonial ? "L'indépendance a pris la forme d'un rejet total de ce passé et pourtant, tout en proclamant l'abolition de l'ancien temps, les élites perpétuaient en silence tout ce qui garantissait leur domination sur la société", assure-t-il. M. Harbi ajoute que si "l'inventaire des temps difficiles et celui des humiliations s'impose de lui-même, le reste fut l'extension d'une vision déformée et schématisée du passé colonial, née de la diatribe, non pas de l'observation des faits, qu'on voit émerger dans les mémoires de combattants et intellectuels tels que Lacheraf, El-Kenz ou Benabi". Il explique que les effets de la colonisation n'ont pas été de même nature envers les

différentes catégories de la société. «Il y a des secteurs de la société dont la promotion sociale est liée à la colonisation. Si l'on veut aujourd'hui faire une analyse sociologique des classes dirigeantes algériennes depuis 1962, on constatera que ce sont les secteurs qui ont été en relation avec le colonialisme qui sont les principaux bénéficiaires de l'indépendance ou bien qui étaient les plus à même de la confisquer», fait-il remarquer. Pour finir, il préconise qu'une fois la mémoire coloniale déconstruite, il faut déconstruire la mémoire nationaliste avec toutes les limites qu'elle avait et qu'elle continue à avoir. «Aucun pays ne peut se nourrir de ressentiments sans dommages pour son humanité et sa moralité», conclut-il.

Amina Hadjiat
La Voix de l'Oranie. Stora et Harbi déterrent le passé colonial en Algérie
Débat sur l'écriture de l'Histoire controversée algéro-française

jeudi 30 avril 2009. **Dans une conférence magistrale au CCF d'Alger, les deux historiens, Mohamed Harbi et Benjamin Stora, ont abordé, chacun avec son approche, la complexité de l'écriture de l'Histoire contemporaine entre l'Algérie et la France.** Porté par le poids du passé colonial, le Professeur de l'Histoire du Maghreb, Benjamin Stora, le premier à ouvrir le débat, a estimé que « la guerre d'Algérie était au cœur de l'empire français pour avoir connu la naissance de la 5^{ème} République ». Dans sa rétrospective, l'historien reconnaît que « les Français ont entretenu une stratégie d'oubli et d'amnésie après avoir consommé leur défaite politique dans cette guerre. En reléguant la question coloniale dans les banlieues de l'Histoire, prise en otage par les différents groupes, entre ceux qui veulent affronter leur passé et ceux qui en font un rempart mémoriel, au lieu de devenir une question centrale dans la recherche historiographique ». Selon Benjamin Stora, « ce n'est qu'en 1980 qu'il y a eu le réveil de l'autre mémoire, tirée par la communauté des Beurs » ou ce qu'il appelle « les partisans de la nostalgie ». Revenant sur les fameuses manifestations du 17 octobre 1961, en France, le conférencier dira que ces événements lui rappellent qu'on ne peut pas « séparer le processus de l'écriture de l'Histoire des mouvements sociaux ». Mais le saut en France, ajoutera-t-il, « a été mis en branle entre 1988-1992, notamment à l'effondrement de l'URSS, de la défaite de l'Armée rouge en Afghanistan, de la chute du mur de Berlin et de la fin du système du parti unique en Algérie ». Pour Benjamin Stora, « cette période d'effervescence extrême va ouvrir les énergies sur l'écriture de l'Histoire. Obligeant pour la première fois la France, 30 années après, à ouvrir ses archives d'Etat, soumises certes à dérogation, mais sources intarissables de fichiers militaires et policiers ». « Durant les années 90, poursuit l'historien, l'éclatement du récit traditionnel avec le retour des chefs historiques Aït Ahmed, Ben Bella, feu Boudiaf..., relayé notamment dans les colonnes de la presse, a été pour beaucoup dans la remise en cause des faits historiques ». Cela étant, Stora cite deux témoignages phares ayant été à l'origine de l'accélération de l'écriture de l'Histoire controversée de ces deux pays, à savoir l'aveu terrible de liquidation physique de Ben M'hidi par Aussarès et l'exercice systématique

de la torture, et la très polémique loi du 23 février louant du rôle positif du colonialisme et son discours de l'anti-repentance qui a installé, selon Stora, « une guerre mémorielle sur les champs français et algérien ». S'y ajoutent, d'après lui, « de nombreuses thèses de jeunes chercheurs qui ont relevé l'existence de 15.000 militaires opposés à la guerre et quelque 150.000 photographies ». Sans oublier ces nombreux ouvrages à son actif. Pour sa part, l'historien Mohamed Harbi nous renvoie aux trois grands courants qui ont traversé l'Histoire contemporaine de l'Algérie. Le premier, « de type culturaliste, caractérisé par l'interrogation identitaire des Oulémas ». « Divisés en deux tendances, l'une moderniste avec à sa tête M'barek El Mili et Cheikh El Madani, l'autre de type autoritaire (croisade culturelle) à la vision excessive et simpliste prônée par El Ibrahimy et Ibn Badis ». Le second courant, « de type social incarné avant l'indépendance, en particulier par Ferhat Abbas qui a qualifié la colonisation de destruction de l'Algérie traditionnelle ». S'y ajoutent après l'indépendance, selon Harbi, « les contestations contre les inégalités entre nations, l'impérialisme et les blocages infrastructurelles ». Le dernier courant politique reflète, d'après le conférencier, « la dynamique interne de la société algérienne qui croyait que si on est colonisé, c'est parce que la société avait des carences qu'un pays étranger est venu combler ». Mais aussi, qu'on était gouverné par « un pouvoir non productif et autoritaire sous le règne de la caste ottomane ». La déduction du Pr. Harbi, affirmant par la suite que « les secteurs liés à la colonisation sont ceux qui ont bénéficié de l'indépendance », a soulevé le courroux de nombreux présents, venus en grand nombre assister à ce débat historique. Pour Mohamed Harbi, « l'Histoire a non seulement été mise au service de la légitimité des pouvoirs en place après l'indépendance, mais a ruiné les départements d'Histoire de l'Algérie ». Il ajoutera que « la mise sous muselière de la liberté de parole et du débat contradictoire a fait que l'Histoire absout et condamne, fait et défait les héros. Alors que les médias et les acteurs politiques du moment ont fait de la dénonciation et de l'exclusion un attribut très fort dans cette société ». « Aucun pays ne peut se nourrir des ressentiments et des oppositions usées », dira-t-il enfin avant de revendiquer « l'examen serein du passé colonial et de cesser la mise sous haute surveillance de l'Histoire ».